



Résultats de la deuxième vague du « Baromètre des services publics », réalisé par Odoxa pour la Banque Française Mutualiste, L'Obs et France Inter, effectué « en miroir » en interrogeant systématiquement les Français et les agents du secteur public

Mobilisation du 22 mars : Le grand paradoxe

Enseignements-clés de l'enquête

- 1) La mobilisation du 22 mars est soutenue par l'opinion :** le soutien est majoritaire chez les Français (55 %) et quasi-unanime (82 %) chez les salariés du secteur public, par ailleurs très nombreux à envisager de se mobiliser pour manifester jeudi 22 mars
- 2) Ce soutien des Français s'explique d'abord, parce que,** contrairement à ce que croient encore les salariés du public, **les deux-tiers de leurs concitoyens aiment leurs services publics**, sont satisfaits de leurs prestations et ont une bonne image globale de leurs agents (même si des stéréotypes subsistent)
- 3) Ce soutien à la mobilisation s'explique ensuite, parce que,** même si les Français sont prêts à la quasi-totalité des réformes envisagées pour la fonction publique, ils sont aussi **persuadés que leurs services publics « adorés », sont en voie de dégradation à cause d'un manque de moyens** et d'effectifs et parce qu'on leur demanderait désormais « trop d'efforts »
- 4) Cette crainte d'une dégradation aboutit à ce que, notre pays,** qui, il y a six mois était encore perçu par les Français comme l'un des plus performants au monde en matière de services publics, **rétrograde à la fois dans le palmarès des Français, mais aussi dans celui de nos grands voisins** européens et Canadiens...

Tous ces résultats illustrent la complexité et l'explosivité de ce sujet « services publics ».

Pour autant, ils montrent aussi qu'un espace de négociation/dialogue/ouverture semble bien exister entre, d'une part, l'attachement farouche des Français à leurs services publics et, d'autre part, leur désir (nouveau) de réformes profondes.

En effet, un axe profond et structurel de réforme serait à la fois largement soutenu par les Français et même par les agents du secteur public : la mise en place d'un plan de départs volontaires dans la fonction publique.

Or, il n'a été pour le moment qu'envisagé par le Premier ministre... peut-être s'agit-il là d'une ligne de crête pour le passage en douceur de la réforme ?

Enquête réalisée les 14 et 15 mars 2018 auprès d'un échantillon de 1002 Français représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus ; les 14 et 15 mars auprès d'un échantillon de 1 011 salariés du service public représentatif de la population de salariés du service public en France (sexe, âge, catégorie A,B,C et du 12 au 16 mars auprès d'un échantillon représentatif de 3 328 personnes des pays suivants : France, Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Espagne et Canada, représentatif de la population de chacun de ces pays (sexe, âge, CSP, régions), interrogés par internet (méthode des quotas).

*Pour cette deuxième vague du Baromètre des services publics et alors que la France vit une grève nationale des fonctionnaires le 22 mars 2018, la Banque Française Mutualiste, Odoxa, France Inter et l'Obs ont souhaité **mesurer ce qu'était le jugement global et détaillé des Français sur leurs services publics en le comparant à celui des agents du secteur public** mais aussi en effectuant **un « benchmark » international** : en interrogeant des Allemands, des Britanniques, des Italiens, des Espagnols et des Canadiens.*

L'avis de Médéric Monestier *Directeur général de la Banque Française Mutualiste*

La Banque Française Mutualiste n'a évidemment pas vocation à prendre position dans un conflit social entre le gouvernement et les agents du secteur public qui sont ses clients historiques. Mais il se trouve que nous avions prévu depuis de longs mois que notre baromètre, conçu pour proposer un regard en miroir sur les services publics entre les Français et les agents du secteur public, sorte le 22 mars 2018.

Il était de fait naturel de focaliser notre attention sur les perceptions des Français et des agents du secteur public sur ces questions de réformes et de mobilisation du 22 mars.

Je dois dire que nous n'avons pas été déçus des enseignements – riches et complexes – que nous livre le baromètre :

Favorables aux principaux axes de la réforme gouvernementale (contrairement aux agents du secteur public), les Français sont pourtant une majorité à soutenir la journée de mobilisation du 22 mars ! Quel paradoxe !

Comment les Français peuvent-ils à la fois adhérer à la plupart des réformes de la Fonction publique envisagée par le gouvernement et « en même temps » soutenir la mobilisation des salariés du secteur public s'opposant justement à cette réforme ?

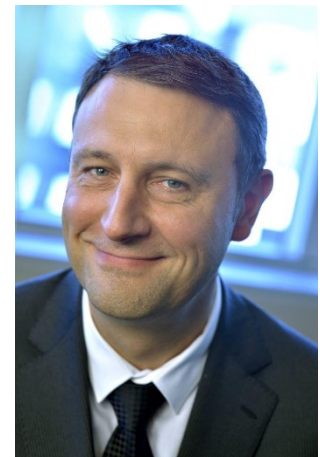
Je rejoins Gaël Sliman dans son analyse, et pense qu'il y a un « mix » entre l'inquiétude de voir leurs services publics se dégrader, faute de moyens et le profond attachement qu'ils portent à ceux-ci.

Car, et c'est ce que je retiens, **les Français, largement satisfaits de leur expérience d'usagers, aiment leurs services publics et ont, une très bonne image de leurs fonctionnaires, qu'ils jugent toujours aussi motivés dans leur mission.**

Le volet « benchmark » (comparaison) international de l'étude montre même que, contrairement aux idées reçues, les Français sont parmi les européens les plus positifs à l'égard des agents de leur secteur public !

Si notre baromètre peut permettre de mieux leur faire savoir, il aura déjà eu, à mes yeux, une grande vertu.

S'il peut aussi montrer aux acteurs du conflit social en cours qu'il existe bien une voie de dialogue et que les Français et les agents sont en fait prêts aux réformes tant que la pérennité de leurs services publics est garantie, notre baromètre aura même eu une grande utilité.



mention obligatoire :

Sondage « Baromètre des services publics »,
réalisé par Odoxa pour la Banque Française Mutualiste,
L'Obs et France Inter

À PROPOS DE LA BANQUE FRANÇAISE MUTALISTE

La Banque Française Mutualiste est la banque de chaque agent du secteur public

La Banque Française Mutualiste est la seule banque en France à avoir été créée à l'initiative de mutuelles de la Fonction publique qui souhaitaient apporter à leurs adhérents une protection dans le domaine bancaire. Depuis 1986, elle propose, à l'ensemble des agents du secteur public, une gamme de prêts et d'épargne à taux performants ainsi que, grâce à ses partenaires distributeurs, une offre bancaire complémentaire tels les comptes à vue, moyens de paiements, crédits immobiliers, assurances de prêts...

Sans guichet et pourtant proche de ses clients, la banque s'appuie en métropole sur le réseau d'agences de son partenaire historique Société Générale avec lequel elle a renouvelé son partenariat en 2016. Guidée par des valeurs mutualistes de solidarité et de responsabilité citoyenne, elle place l'intérêt de la personne avant l'intérêt financier. Ainsi, elle s'engage depuis plusieurs années dans la prévention des risques financiers et dans la lutte contre le mal endetté et le surendetté.

Aujourd'hui, près d'1,2 million d'agents du secteur public, qu'ils soient hospitaliers, enseignants, militaires, douaniers, gendarmes, policiers, fonctionnaires territoriaux, fonctionnaires d'État... sont clients de la banque (métropole et DOM). La banque emploie 215 collaborateurs. Son actionnaire de référence est la Mutuelle Nationale des Hospitaliers (MNH).

Suivez l'actualité de la Banque Française Mutualiste sur www.bfm.fr et sur les réseaux sociaux

CONTACT MÉDIAS

Jérôme Aubé | 06 29 82 76 55 | presse@mnhgroup.com